

Hamilton and District Labour Council. Je suis fort étonné que les libéraux d'Hamilton n'aient pas protesté auprès du ministre sur ce point. Je trouve le mémoire intéressant en soi. Il exprime sans doute les sentiments des travailleurs de l'acier à l'endroit de cet impôt particulier. J'aimerais vous citer ce mémoire en entier.

Le Hamilton and District Labour Council représente plus de 4,000 affiliés. Nous avons eu un long dialogue avec nos membres au sujet de la question des impôts. Les membres s'inquiètent des politiques fiscales actuelles du gouvernement. Ils ne trouvent pas que notre fiscalité soit juste et raisonnable. Comme nous l'avons souligné, une telle impression se fonde sur une étude poussée du problème qui les a renseignés quelque peu sur la situation actuelle. Ce qui importe plus encore, elle se fonde sur une conscience accrue et personnelle de la manière dont ces gens sont touchés par les impôts.

Notre Conseil du travail a pris part à la campagne mensuelle de la citoyenneté du Congrès canadien du Travail visant à faire état de notre appui au principe d'un impôt juste et équitable et de notre attitude en général favorable aux recommandations de réforme contenues dans le rapport Carter. La réaction à notre campagne indique certainement que le public, dans une large mesure, appuie de telles réformes. Une campagne de signatures a suscité l'envoi de centaines de cartes à votre bureau et aux bureaux des députés fédéraux et provinciaux.

• (9.00 p.m.)

Nous avons reçu 8,000 cartes encore de la région d'Hamilton seulement. Cependant, le résultat de deux annonces insérées dans le *Spectator* d'Hamilton a constitué le facteur plus significatif de cette étape de la campagne. Nous avons réimprimé un échantillon de la carte en demandant aux lecteurs de la découper et de l'envoyer au bureau du Conseil du travail. Nous ignorons si vous en avez reçu directement mais plus de 1,300 sont parvenus à notre bureau. Les gens les ont expédiés à leurs frais. Plus d'une centaine étaient accompagnés d'une lettre personnelle, d'un appel à l'action ou d'une manifestation d'appui. Vous trouverez ci-joints les exemplaires de ces lettres; certaines viennent du cœur et aucun intéressé ne peut s'empêcher de constater que les politiques fiscales devraient être plus justes.

A la suite de cette réaction à notre campagne, et comme le mouvement ouvrier et le Conseil du travail croient honnêtement qu'on ne fait pas justice aux travailleurs; et comme, d'après nous, les citoyens qui touchent un revenu fixe, moyen ou faible supportent une tranche injuste du fardeau fiscal, nous vous prions de prendre actuellement des mesures afin d'effectuer des réformes fiscales importantes au Canada.

Vous, monsieur le ministre, plus que quiconque, à cause de la responsabilité qui vous incombe dans un gouvernement majoritaire, avez le pouvoir d'agir. Nous vous demandons d'être partial dans l'intérêt de la vaste majorité des Canadiens qui travaillent pour vivre ou qui vivent de pensions et qui ne sont pas très à l'aise dans notre société actuelle. Les sociétés, les entrepreneurs et les spéculateurs exercent de puissantes pressions en coulisse, ils sont bien organisés. L'entreprise privée constitue le centre nerveux de notre nation et elle est donc dominée par le monde de l'argent. Ce dernier présente bien et constamment sa thèse et il plaide en faveur du statu quo ou au plus d'un changement aussi modeste que possible et seulement au cas de nécessité absolue.

[M. Saltsman.]

Nous ne pouvons compter que sur les efforts des simples citoyens et des syndicats conscients du problème social, pour plaider notre cause.

Il est donc impérieux, si les gens doivent continuer à faire confiance aux hommes politiques que vous, à titre de ministre chargé des intérêts de la population, placiez ses intérêts carrément avant les intérêts acquis du petit nombre.

Selon nous, les récentes hausses d'impôt ont atteint les citoyens moyens plus que les riches et beaucoup plus que quelques-unes de nos grandes sociétés tentaculaires. Nous n'arrivons pas à comprendre, par exemple, votre impôt de progrès social de 2 p. 100 comportant un plafond, de sorte qu'il porte moins atteinte aux revenus imposables au-delà de \$6,000 qu'aux revenus imposables en-deçà.

Nous n'arrivons pas à comprendre pourquoi vous hésitez à établir un impôt significatif sur les plus-values, surtout pour freiner les spéculateurs.

Nous contestons les échappatoires, les exemptions fiscales et les allocations d'épuisement dont bénéficient l'exploitation minière et forestière et les institutions financières.

L'énorme puissance des conglomérats géants est une preuve de la concentration et du pouvoir de plus en plus grands de la richesse. Ce pouvoir leur donne presque le droit, nous le craignons, d'imposer des taxes par la manipulation des prix.

Il est injuste, à nos yeux, qu'un allocataire de la pension de vieillesse bénéficiant d'un supplément de revenu garanti paye des impôts. Il est injuste de hausser les impôts des travailleurs, incapables d'en payer davantage. Injuste de permettre aux spéculateurs d'encaisser des milliers de dollars, grâce à une transaction immobilière ou boursière habile sans payer d'impôts, tandis que le travailleur qui fait du surtemps ou reçoit un léger dividende de sa coopérative de crédit voit une bonne partie de ce revenu chèrement gagné épongé par les impôts.

Nous savons où se trouve la richesse au Canada—dans les grandes sociétés constituées. C'est de ce côté qu'il faut chercher le dollar fiscal.

Nos gens tiennent à la société dans laquelle ils vivent et sont prêts à y mettre le prix. Nous savons que les impôts ne disparaîtront jamais. Nous nous attendons qu'ils augmentent. Nous sommes prêts à accepter tout cela.

En retour, nous demandons que les impôts deviennent plus justes et plus équitables. L'axiome «un dollar est un dollar» est marqué, d'après nous, au coin du bon sens.

Cette lettre intelligente prouve que son auteur reconnaît, comme la plupart d'entre nous, que les impôts doivent être maintenus, qu'ils sont utiles et nous permettent d'acheter des choses que nous ne pourrions pas acheter autrement. Combien d'entre nous pourraient envoyer leurs enfants à l'école si nous n'avions pas notre régime fiscal? Aurions-nous des routes sans fiscalité? Aurions-nous les services que nous avons actuellement, ou, en fin de compte, l'assurance frais médicaux sans notre fiscalité? Les impôts nous permettent d'acheter un grand nombre de choses dont nous avons besoin, mais les impôts suscitent dans notre pays une colère qui est provoquée par les injustices du régime fiscal. Ce n'est pas que nous ne reconnaissons pas la valeur des impôts. La situation est très simple: on demande souvent de payer une part injustifiée aux gens qui le peuvent le moins. Voilà ce que nous jugeons nécessaire de corriger, et